



Pour une action internationale des collectivités locales au service du pouvoir d'agir des jeunes en Afrique

A l'occasion du Nouveau Sommet Afrique France, qui s'est tenu le 8 octobre dernier à Montpellier, de nombreux acteurs de la société civile étaient invités pour poser les premiers jalons d'une « relation à réinventer » entre l'Afrique et la France, axée prioritairement sur la jeunesse.

Les collectivités locales étaient, et nous le regrettons, les grandes oubliées de ce Sommet. Elles ont pourtant toute leur place **dans une relation réinventée de territoire à territoire**. La jeunesse est une responsabilité partagée par l'ensemble des collectivités territoriales françaises, et se traduisant de façon complémentaire au regard des compétences propres de chacune : action sociale et santé, formation professionnelle, apprentissage et orientation, volontariat international en entreprise, logement et habitat, sport ou encore culture.

Cette responsabilité partagée est l'affaire de tous, ici et là-bas, quel que soit le pays. Aujourd'hui, 60 % des Africains ont moins de 25 ans. A l'horizon 2050, 35 % des jeunes dans le monde seront Africains. Ce sont pourtant eux qui, aujourd'hui, accèdent le moins au marché du travail et à l'emploi formel, entraînant de lourdes conséquences socio-économiques.

L'action internationale des collectivités territoriales est une enceinte de discussion et un espace de partage et d'expérimentations de solutions autour du soutien aux jeunesses. Et la **coopération décentralisée est un outil efficace en faveur d'un développement durable et solidaire** ; elle favorise l'adoption de pratiques innovantes de gouvernance démocratique au niveau local. Elle est aussi facteur de cohésion sociale grâce à l'échange d'expériences et des bonnes pratiques. Pour les jeunes générations, elle peut être un tremplin leur permettant de contribuer au changement, que les jeunes appellent souvent de leurs vœux, notamment sur les enjeux environnementaux.

Les jeunesses actuelles – le Sommet l'a bien montré – sont porteuses de solutions et d'innovations que nos collectivités territoriales peuvent faire émerger et appuyer, y compris en matière de recherche de soutien et de moyens concrets, s'agissant de l'entrepreneuriat. Dans d'autres situations, plus dramatiques pour les jeunes d'Afrique, nous devons être à la hauteur vis-à-vis de nos partenaires africains, et permettre aux jeunes migrants – souvent mineurs, citoyens du monde, d'accéder aux services de base afin de pouvoir vivre dignement, étudier, se former, dans nos villes, intercommunalités, départements et régions. Pour cela, nos collectivités peuvent compter sur les liens forts que les diasporas présentes sur nos territoires entretiennent avec leurs proches. Animatrices, ensemblières, garantes de cohésion et de solidarité, nos collectivités doivent faciliter l'insertion des jeunes et leur permettre d'accéder à un environnement favorable à la prise de confiance et à la créativité.

Nous, élues et élus, présidentes et présidents de groupes-pays africains et du groupe thématique jeunesses au sein de Cités Unies France, réaffirmons notre volonté de collaborer en réciprocité

avec nos partenaires des pays d'Afrique, du Maghreb à Madagascar, pour construire et développer les territoires afin qu'ils deviennent attractifs pour les jeunes, porteurs de perspectives d'avenir, pour leur permettre de choisir un parcours de vie, en conscience, en liberté et en responsabilité.

Ces jeunes, ici et là-bas, sont des acteurs à part entière du développement des territoires ; nous nous engageons à les considérer comme tels et à mieux les associer aux réflexions et décisions locales, sur des sujets dont nous avons, dans les pays africains comme en France et en Europe, la gestion en commun.

Pour ce faire, nous promouvons, sur nos territoires comme chez nos partenaires africains, **l'éducation à la citoyenneté mondiale** pour que ces jeunes soient réellement préparées aux grands défis contemporains et accompagnées dans leurs différents parcours de vie, d'éducation, de formation et de travail.

Ici et là-bas, ces jeunes seront aux commandes de nos collectivités, entreprises, associations en 2030. Notre responsabilité est qu'elles y arrivent dans de bonnes conditions d'atteinte des Objectifs de Développement Durable, en nous engageant aux niveaux local et mondial pour **accompagner la construction de sociétés plus pacifiques, tolérantes, inclusives et résilientes, permettant à ces jeunes d'être en capacité de choisir leur avenir, quel que soit leur lieu de vie. Nous sommes et serons là pour les soutenir dans leurs choix et décisions.**

Cités Unies France

Créée en 1975, Cités Unies France est la tête de réseau, transpartisane et multi-niveau, des collectivités territoriales françaises engagées dans l'action internationale. Elle accompagne l'ensemble de ces collectivités dans la mise en œuvre d'une action internationale au service de leur ouverture à l'international, de leur rayonnement, de leur attractivité et de la promotion des échanges humains, culturels et économiques.

En savoir plus : www.cites-unies-france.org

Contacts :

- Constance Koukoui, cheffe du service Animation géographique et thématique, c.koukoui@cites-unies-france.org
- Lucas Giboin, chargé de mission, l.giboin@cites-unies-france.org